



On ne se cache même plus pour enfreindre les règles comme ce fut encore le cas, il y a quelques jours, au parc de la Boverie, à Liège ou au Bois de la Cambre, à Bruxelles. © BELGA

Du déni politique à l'indiscipline collective



VINCENT LABORDERIE

Politologue à l'UCLouvain

«**D**ehors! Dehors! Dehors!» Voilà le nouveau mot d'ordre sorti du dernier Comité de concertation censé nous préparer un «printemps des libertés». Cette «libération» sera aussi prudente que progressive: il ne se passera presque rien avant le mois d'avril et on attendra, au mieux, mai pour rouvrir certaines activités fermées depuis le mois d'octobre.

Voilà pour le discours officiel. Mais précisément, celui-ci est de plus en plus déconnecté d'une réalité qui voit un nombre croissant de Belges décider que, pour eux, le confinement est terminé. Sans aller jusque-là, Jean-Marc Nollet a lui-même reconnu ne pas respecter la bulle de un.

Le contraste était grand entre les cris d'orfraie poussés par certains politiques et journalistes et une grande partie de la population qui avait, depuis longtemps, abandonné cette règle ubuesque. Mais si bon nombre ont pris des libertés avec une partie des règles anti-Covid depuis un certain temps, ces dernières semaines marquent une évolution fondamentale: on ne se cache même plus pour les enfreindre.

Le voile est tombé avec ces rassemblements de jeunes, étudiants ou non, dans les parcs de plusieurs grandes villes du pays. Ces personnes qui se rassemblent par centaines ou milliers ont certainement été ravies d'apprendre que la bulle extérieure est passée de quatre à dix...

Nous sommes donc passés d'un suivi des règles en pointillé à une défiance

ouverte, voire ostentatoire. Dans une telle situation, le non-respect ne peut que se généraliser. Pourquoi faire des efforts sachant que tant d'autres s'en dispensent?

En l'absence d'alternatives...

Face à cette situation, le plus étonnant est de constater le déni des autorités. On aurait pu imaginer une tentative de rattrapage en proposant l'ouverture immédiate de quelques activités (sport, culture). Voilà qui aurait permis de canaliser le besoin de contacts sociaux. En l'absence d'alternative, on continuera donc à se réunir massivement dans les parcs au premier rayon de soleil.

Le calendrier de déconfinement suit donc sa logique propre, insensible aux évolutions constatées dans la société. Même déni concernant la bulle de un, maintenue jusqu'à nouvel ordre. Passons les précisions surréalistes concernant le passage par la maison pour accéder au jardin ou l'utilisation des sanitaires. Mais cet écart entre la théorie et la réalité ne concerne pas que les contacts sociaux. Ainsi on apprenait cette semaine que seuls 20% des actifs pratiquaient réellement le télétravail, réputé obligatoire lorsqu'il est possible. Pourtant, experts et ministres n'ont pas ménagé leur peine pour expliquer que rester chez soi est essentiel. Mais il est vrai qu'ils le faisaient souvent après s'être déplacés jusqu'à un studio de radio ou à l'issue de réunions en présentiel.

Un tel décalage entre le message officiel et l'attitude d'une bonne partie de la population est doublement dangereux. Il l'est d'abord d'un point de vue sanitaire. En effet, un déconfinement spontané est à la fois désordonné et échappe à toute progressivité. Il offre donc les conditions idéales pour un rebond de l'épidémie ou, qui sait, la mythique troisième vague dont on nous parle depuis des mois.

Si cela advient, on pointerait bien sûr du doigt l'incivisme des Belges ou certains responsables politiques coupables d'avoir brisé l'omerta. Mais il faudra alors surtout s'interroger sur le maintien de règles irréalistes. En effet, une fois que l'on a admis que celles-ci ne sont pas tenables, où mettre la limite? Privé de repère, la tentation est grande de recommencer

«comme avant» à avoir des contacts illimités.

Délitement de la parole publique

Mais le danger réside surtout dans la perte de crédibilité de la parole publique. On pense ici aux politiques, mais aussi à toutes les autorités chargées de faire respecter ces règles. À l'interface entre celles-ci et la population se trouve la police. Un récent compte-rendu de réunion, ayant opportunément fuité, montre le désarroi des agents de terrain (1). Après un an de crise, ils s'interrogent parfois sur le sens de leur action et toujours sur la meilleure manière d'appliquer des règles de moins en moins acceptées par la population et qu'ils questionnent souvent même à titre personnel.

Les réactions très variées des forces de l'ordre témoignent de ce trouble. Elles vont de la mise au cachot d'un groupe d'adolescents coupables d'avoir mangé des pizzas en groupe, à la passivité forcée face aux milliers de jeunes festoyant au bois de la Cambre ou au parc de la Boverie. Quelle image de la police, et de l'autorité en général, gardera une génération après un an de gestion de crise largement axée sur la répression? L'équilibre est fragile entre une police en sous-effectif chronique, des règles irréalistes et une population épuisée. Quid si la corde casse? Si un événement violent et funeste survient ou si, à l'inverse, certains policiers décident de partir en grève?

Face à tous ces risques, on se demande pourquoi les politiques à tous les niveaux de pouvoir continuent à accepter et promouvoir ces règles déconnectées de la vie réelle. Car contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, ce ne sont pas eux qui les inventent, mais les experts du GEMS.

Chaque jour qui passe avec ces règles absurdes officiellement en vigueur entame la crédibilité de ceux qui les soutiennent. Rappelons qu'aux prochaines élections, ce ne se seront ni les experts, ni, à ce que l'on sait, Franck Vandenbroucke, qui devront subir les conséquences de ce discrédit. Rarement on aura vu une classe politique creuser sa propre tombe avec autant de docilité.

(1) Surveillance du confinement: la grande lassitude des policiers, RTBF, 6 mars 2021.

Nous sommes passés d'un suivi des règles en pointillé à une défiance ouverte, voire ostentatoire.